



HAL
open science

Dispersion et confinement des matériaux d'enquête dans l'analyse d'une controverse

Vincent Carlino

► **To cite this version:**

Vincent Carlino. Dispersion et confinement des matériaux d'enquête dans l'analyse d'une controverse. Semdoc 2017. Séminaire doctoral du réseau Interrégion, interscience (Iris), Communications, Médiations, Organisations, Savoirs (Cimeos, Université de Bourgogne); Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine); Edition, Littératures, Langages, Informatique, Arts, Didactique, Discours (Élliadd, Université de Franche-Comté), Jul 2017, Dijon, France. pp.[En ligne]. hal-01725411

HAL Id: hal-01725411

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-01725411>

Submitted on 5 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dispersion et confinement des matériaux d'enquête dans l'analyse d'une controverse environnementale

Vincent Carlino

Introduction

À en juger par l'actualité, le domaine de l'environnement et de l'énergie est marqué par de nombreux conflits. Ceux devenus classiques du barrage de Sivens et de l'aéroport de Notre Dame des Landes arrivent rapidement à l'esprit mais sont rejoints par des affaires plus récentes comme celle des mines de Merléac en Bretagne. Au fondement de chacun de ces projets se trouve un processus simple mais qui pourtant étonne : celui d'un désaccord profond à l'égard de l'État qui autorise ces projets ayant un impact important sur l'environnement. Si bien que ces projets sont avant tout connus pour les vives tensions qu'ils suscitent que pour les risques sanitaires ou les retombées économiques qu'ils représentent pour les territoires. L'aéroport de Notre Dame des Landes renvoie à l'immense occupation des lieux du chantier qui a inventé une forme d'action collective à part entière, la Zone à Défendre (ZAD), tandis que l'évocation du barrage de Sivens suffit à rappeler la mort tragique de Rémi Fraisse, jeune militant écologiste, lors d'affrontements avec les autorités. Faut-il pour autant affirmer que le fond des dossiers n'est que peu discuté dans la médiatisation des controverses environnementales ? Ce serait là réduire le raisonnement à une certaine catégorie de discours médiatiques. Ce serait également inverser les termes du problème. Dans le domaine de l'environnement, les dégâts sanitaires ne sont que très peu visibles et de ce fait sont la plupart du temps évalués sous forme de risques. Certains des projets que nous avons cités ne sont d'ailleurs pas sortis de terre. Il n'est donc pas étonnant que les débats portent sur des divergences de position fondées sur des risques pouvant advenir plutôt que sur des catastrophes avérées.

Qu'est-ce qui se joue dans ces conflits environnementaux ? Comment parviennent-ils à s'inscrire dans l'agenda médiatique ? Qui sont ceux qui, sur le terrain, s'opposent à ces projets — souvent peu ou mal connu des populations ? Le travail de recherche présenté ici se concentre sur l'opposition au centre d'enfouissement de déchets nucléaires en projet dans la

Meuse et la Haute-Marne. Dans les années 2000, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a construit un laboratoire sous-terrain visant à étudier la structure et la composition du sol à proximité du village de Bure. C'est à proximité de ce site que les autorités envisagent de stocker les déchets radioactifs les plus dangereux dans des galeries sous-terraines construites à 500 mètres sous terre. C'est aussi sur ce territoire que se canalisent les contestations du projet. À travers ce cas, je souhaite analyser les différentes formes que peut prendre un désaccord jusqu'à ce qu'il parvienne à acquérir l'ampleur médiatique qu'il connaît aujourd'hui. Plutôt que de poser *a priori* la contestation autour de Cigéo comme une controverse, je préfère partir de la situation qui paraît la plus simple, à savoir un désaccord entre des individus qui souhaitent réaliser le centre de stockage de déchets radioactifs et d'autres qui y sont opposés. Pour cela, le choix de l'étude diachronique de la contestation s'impose en cela qu'elle permet de rendre compte des différentes étapes marquantes du désaccord mais aussi de ses formes. La diversité des formes du conflit constitue le cœur de la problématique de recherche. Comment peut-on retracer les différentes étapes d'une controverse écologique majeure telle que Cigéo ? Par quels étapes les acteurs sont-ils passés pour rendre visible un problème qui les concernait personnellement ? Quelles sont les stratégies de communication utilisées pour affirmer et faire connaître ses positions ? Plutôt que d'exposer le détail de l'opposition au projet Cigéo¹, cet article se concentre sur les enjeux et problèmes méthodologiques que soulève l'analyse d'une controverse environnementale. Ces questions méthodologiques se regroupent sous la forme d'une tension entre dispersion et confinement des matériaux propres aux controverses et plus généralement à l'analyse des accords et des désaccords dans l'espace public.

Le désaccord sous toutes ses formes

À première vue, le repérage des situations de désaccord ne représente pas une difficulté pour le chercheur en sciences sociales que l'on imagine avide de controverses à expliquer et de positions déconstruire. Il est en revanche plus difficile d'analyser les conditions d'apparition des controverses dans le champ social. Comment et pourquoi apparaissent-elles ? Quelles sont les parties opposées ? Quels sont leurs arguments ? Ces simples questions montrent la

1 Pour un état complet des discours d'oppositions à Cigéo, voir (Ginet 2017).

nécessité de définir les controverses comme elles apparaissent au chercheur sur le terrain. Il n'existe pas de définition universelle et substantialisée de laquelle descendraient les situations empiriques qu'observent les chercheurs. Ce sont au contraire la variété des terrains qui nourrissent la controverse et rendent difficile sa définition. Le champ des *Science and Technology Studies* (STS) envisage les controverses comme des lieux d'ouverture de la discussion scientifique. Le développement de grands débats tels que les OGM ou l'énergie nucléaire dans les années 1970 amène de nouveaux acteurs qui analysent, argumentent, contestent les positions des chercheurs dits « experts ». L'image du « forum hybride » (Callon, Lascoumes, Barthe 2001, p. 37) est choisie pour rendre compte de l'ouverture de la discussion scientifique aux acteurs « profanes ». Les controverses socio-techniques sont envisagés comme un apprentissage collectif qui « tolère que les profanes entrent dans les contenus scientifiques et techniques pour proposer des solutions, [...] conduit les promoteurs à redéfinir leurs projets et à explorer de nouvelles voies de recherches qui seraient susceptibles d'intégrer des revendications auxquelles ils n'avaient pas songé. » (Callon, Lascoumes, Barthe 2001, p. 61) Cette approche porte une vision normative des participants à la discussion qui seraient de fait concernés par les problèmes et investis dans une recherche active et citoyenne de nouvelles solutions. L'identification de problèmes constituerait le socle du désaccord qui unit les acteurs de la controverse. Les auteurs vont plus loin en affirmant qu'il s'agit d'une première contribution à la recherche de solutions collectives :

« C'est dans le travail de mise en évidence des problèmes, d'identification des obstacles, de mise en visibilité de phénomènes étranges et bizarres, que peut se situer une première contribution active des profanes » (Callon, Lascoumes, Barthe 2001, p. 128)

La sociologie des sciences et des techniques intègre la question du public à sa définition des controverses socio-techniques. Lorsqu'il n'est pas envisagé comme participant à l'élaboration de la connaissance et des savoirs scientifiques, le public représente une instance régulatrice du débat. En ce sens, Cyril Lemieux (2007, p. 195) souligne qu'« il semble que les conflits qui nous sont présentés comme étant des "controverses" ont toujours une structure triadique : ils renvoient à des situations où un différend entre deux parties est mis en scène devant un public, tiers placé dès lors en position de juge. » La figure du tiers a même d'évaluer les

arguments avancés par les deux parties montre que la controverse se produit dans un espace déterminé. Dans le cas d'un débat scientifique, les pairs peuvent endosser ce rôle tiers. Les controverses se produisent donc dans des espaces plus ou moins clos, du cercle restreint de spécialistes aux « forums hybrides ». On parle alors du degré de confinement qui caractérise autant « l'extension et l'importance de la controverse que la nécessité de protéger, voire d'isoler, la discussion et les discutants » (Debaz 2017, p. 159). Loin d'être essentialisée, la controverse s'apparente à un type de conflit et de discussion réglée par un certain nombre de principes. S'ouvre alors la question des basculements vers d'autres formes de désaccord telles que la polémique ou l'affaire.

Si le sens commun qualifie de « controverse » les situations qui donnent lieu à des prises de position ambivalentes et non tranchées, le champ scientifique dispose de nombreuses options pour qualifier ces situations. Ainsi ce que nous appelions controverse peut en réalité s'avérer être une dispute, un débat, une querelle, ou encore une polémique. Plutôt que réduire l'analyse à l'une de ces catégories, je fais le choix de fonder mon raisonnement sur la notion de désaccord. Cette dernière semble représenter la version minimale du conflit, sorte de condition *sine qua non* aux autres catégories. L'intention n'est alors pas de chercher ce qui fait la singularité de la controverse ou de la dispute mais d'observer comment le désaccord se forme autour d'un sujet donné et vers quelle(s) forme(s) il évolue. Il se dégage alors des observations de terrain ce que je propose d'appeler une « énergie du désaccord ». À partir d'un désaccord, les acteurs se positionnent vis-à-vis d'une question donnée et polarisent les échanges.

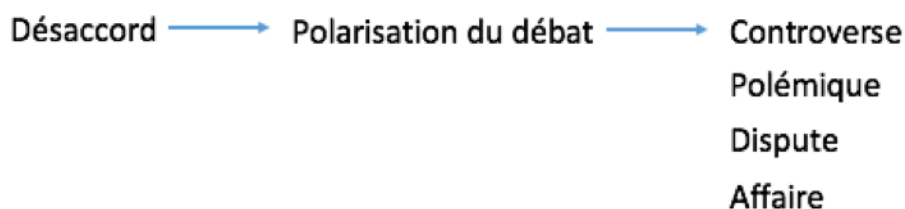


Figure 1. « L'énergie du désaccord ». Structure des formes de désaccord observées.

Une des hypothèses défendues est d'affirmer le caractère « productif » du désaccord sur le plan communicationnel. Lorsque des acteurs s'emparent d'un sujet et font savoir qu'ils sont

en désaccord, ils produisent des discours, stabilisent des arguments, choisissent des manières très différentes de manifester leur désaccord. L'analyse des différents échanges d'arguments suppose que les acteurs acceptent de débattre avec leur adversaire. À Bure, des opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs fondent leur opposition sur le refus de discuter avec l'adversaire, justifiant que « participer, c'est accepter ». Ils ne se situent donc pas dans une forme de controverse mais cela ne gomme pas pour autant leur désaccord. Ainsi, il paraît important de développer une approche communicationnelle des controverses. Cette approche s'intéresse non seulement aux discours mais également aux conditions matérielles dans lesquelles ils sont formulés et circulent dans l'espace social. Les médias qui véhiculent les arguments ne seraient non pas considérés comme des « extensions des communications ordinaires » mais au contraire comme des dispositifs d'énonciation qui produisent du sens (Marec, Babou 2015, p. 119).

Les arènes, lieux de formation des désaccords

Plutôt que de présupposer que le nucléaire est un sujet controversé en lui-même, je dirige la focale sur les situations dans lesquelles on peut observer un désaccord. L'enjeu est d'une part d'éviter le biais qui consisterait à poser le sujet comme controversé par nature, ainsi que de mettre en lumière une série de facteurs à même d'expliquer pourquoi il devient un sujet de débat dont on trouve les échos jusque dans la presse nationale. Un tel projet s'ancre nécessairement dans le temps long puisqu'il n'est rien d'autre qu'une étude diachronique d'un désaccord longuement installé sur un territoire.

À l'évidence, le projet de construction de Cigéo fait l'objet d'un désaccord : des voix s'élèvent pour promouvoir le projet tandis que d'autres manifestent leur opposition. L'enjeu consiste à entrer dans ce désaccord apparent afin de montrer comment les différents acteurs impliqués dans ce qu'il est convenu de nommer indifféremment le « débat » ou la « controverse ». L'observation d'un débat portant à la fois sur des questions scientifiques, techniques et sociales représente un véritable défi. Nul ne peut prétendre à l'exhaustivité en la matière, tant les informations, les acteurs, les situations, les arguments sont nombreux. Le chercheur construit ses instruments, met au point une méthode afin de présenter ce qu'il observe et ce qu'il n'observe pas. Comme tout autre grand débat de société, les discours sur

le nucléaire sont prolixes et rendent difficile la constitution d'un corpus d'étude. Il s'agit ici d'un premier biais à éviter, à savoir la formulation hâtive du sujet de recherche. Bien qu'elle porte sur une thématique précise avec ses séries d'acteurs et d'arguments, l'objet de la recherche consiste à rendre compte de l'évolution d'une question socio-technique d'ampleur à l'échelle de la Lorraine. La question de la formulation de l'objet de recherche puis de la problématique peut paraître évidente mais il s'agit d'un facteur de dispersion des matériaux de recherche dans l'analyse de controverses. Ici la délimitation du sujet est à la fois territoriale et thématique : j'analyse l'évolution du débat sur le traitement des déchets radioactifs en Lorraine. Cela n'empêche pas de prendre en compte des discours à l'échelle nationale dès lors qu'ils rendent compte de la situation locale comme c'est le cas dans la presse quotidienne par exemple.

Le travail de recherche repose en partie sur une méthode inductive. Plutôt que de formuler des hypothèses sur la nature du débat sur les déchets radioactifs, j'ai laissé place à une enquête de terrain ainsi que de documents d'archives de presse. L'observation de terrain souligne la diversité des représentations du débat chez les acteurs eux-mêmes. L'opposition à Cigéo ne se résume pas à des désaccords sur les plans technique et scientifique. Pour de nombreux opposants, leur lutte est avant tout politique. Cigéo, tout comme de nombreux autres « Grands projets inutiles et imposés » en France serait représentatif de défaillances du système politique. Ces acteurs dénoncent particulièrement le processus de prise de décisions qu'ils jugent antidémocratique voire autoritaire. Mobilisés depuis plusieurs dizaines d'années, ils sont à l'initiative de plusieurs associations locales visant à s'opposer au projet. Leur action passe par un travail de collecte de données, d'informations qu'ils dénichent dans les documents publics dont ils demandent l'accès. À partir d'une collecte d'informations minutieuse, ces militants extraient les arguments de leurs adversaires dans le but d'y riposter dans des textes qu'ils diffusent dans des communiqués sur leurs sites web. En outre, le réseau d'associations qu'ils construisent leur permet de mettre en commun des compétences diverses qui leur permettent de se mobiliser. La présence d'un juriste permet de vérifier la légalité des travaux menés par l'Andra et ainsi d'engager des recours. De même, les travaux d'Antoine Godinot présenté comme géologue indépendant font entendre un autre discours scientifique que celui des experts de l'Andra. Le travail de ces militants s'apparente à une enquête sociale

entendue comme « l'activité grâce à laquelle les publics passifs peuvent retrouver une capacité d'influence sur les conditions de leur existence. » (Zask 2008) D'autres militants se concentrent sur la dimension éthique de l'enfouissement des déchets radioactifs. Il s'agit notamment de Mgr Stenger, évêque de Troyes, ayant pris position sur le sujet à différentes reprises, ainsi que de militants et/ou anticapitalistes qui manifestent leur désaccord par l'occupation du bois Lejuc où doit se construire une partie du futur centre de stockage.

Ces oppositions à Cigéo rendent compte de la dispersion des matériaux d'enquête. Ils montrent que la « controverse » sur la gestion des déchets radioactifs prend des formes très différentes sur le terrain. Pour cette raison, il apparaît plus approprié de se focaliser sur les situations de désaccord et d'observer ce que les acteurs en font. Certains développent des contre-expertises et se situent leur désaccord dans une controverse scientifique, d'autres choisissent de mener des enquêtes sociales dans le but de sensibiliser le public à une cause qu'ils ne jugent pas assez visible. Chaque forme de désaccord se situe dans un contexte déterminé et convoque un ensemble de pratiques et de discours. Dans le cas des « citoyens-enquêteurs », cela consiste à récolter les différents documents produits par les acteurs (tracts, communiqués, rapports, etc.) et à les analyser avec les outils de l'analyse du discours (Charaudeau, Maingueneau, 2002) dans une perspective qualitative. À chaque forme de désaccord correspond une méthode d'enquête et d'analyse. Ils représentent ainsi des sous-corpus qui permettent d'appréhender la diversité des discours et des prises de position.

Arène	Actions	Matériaux / Méthode
Politique	Concertations publiques	Observation / Analyse des dispositifs de participation (Monnoyer-Smith, 2011)
Scientifique	Collecte d'informations, recherche d'arguments	Entretiens / Sociologie balistique (Chateauraynaud, 2011)
Justice	Recours juridiques	Médias / Analyse de discours (Charaudeau,

		Maingueneau, 2002)
Réseaux sociaux	Polémiques entre pro et antinucléaires	Twitter / Sociologie du <i>trolling</i> (Casilli, 2010)
Sites web	Argumentations, récits de la lutte antinucléaire à Bure	Web / Analyse qualitative du web (Barats, 2013)

Tableau 1 : Répartition des matériaux et des méthodes d'enquête en fonction des arènes étudiées.

Cette méthode vient à l'encontre de l'idée qu'une controverse est réductible à nombre limité d'arguments. Cette vision pessimiste percevant les controverses comme des « dialogues de sourds » perpétuels (Angenot, 2008) tend à minorer le rôle des lieux où se tiennent les débats. Or l'observation des arènes publiques (Cefaï, 2016) permet de rendre compte de la manière dont les acteurs participent à rendre publiques des situations qu'ils jugent problématiques, ainsi qu'à débattre, s'engager et se mobiliser en leur faveur. Les acteurs s'expriment selon les règles de communication propres à l'arène où ils se situent. Récolter les matériaux de l'analyse à partir des arènes plutôt que des documents permet une meilleure comparaison des prises de position :

« pour comparer des prises de position, il vaudrait mieux que celles-ci soient représentées par des sous-corpus de même taille et inscrits dans une même situation de communication ou un même genre discursif, tel un forum de discussion, une assemblée délibérative ou encore des quotidiens nationaux. [...] Ainsi, on risque moins de confondre ce qui relève de différences de positionnement politique entre les protagonistes du conflit et ce qui tient au fait que, dans des situations de communication distinctes, les énonciateurs expriment leurs points de vue différemment. » (Rennes, 2016)

L'enjeu consiste alors à trouver le juste équilibre entre la constitution de sous-corpus pour gérer la dispersion de matériaux hétérogènes d'une part et leur confinement à des situations précises qui n'autoriseraient que très peu de généralisation.

Raconter le désaccord

L'analyse des arènes dans lesquelles les désaccords prennent forme permettent de rendre compte des procédés communicationnels qui participent à construire un problème public (Neveu, 2015). Cependant, la construction d'un problème n'implique pas nécessairement qu'il soit rendu visible. Dans ce contexte, les médias jouent un rôle en cela qu'ils relaient les actions et des discours des parties en opposition. Que l'on envisage les médias traditionnels ou les réseaux sociaux en ligne, il est nécessaire de souligner qu'ils agissent comme des instances d'énonciation avec des règles et des contraintes qui leur sont propres. La production de l'information est conditionnée par des contraintes sociotechniques qui influent sur la circulation des discours. Ainsi le rôle des médias ne peut se réduire à celui d'une source documentaire parmi d'autres. Ils représentent une ressource stratégique à la fois pour les promoteurs de l'enfouissement des déchets nucléaires que pour ceux qui s'y opposent. À ce titre, les médias ne se limitent pas aux quotidiens locaux et nationaux mais désignent l'ensemble des moyens qui permettent aux acteurs de la controverse de s'exprimer. C'est pour cette raison que la notion de narration est employée plutôt que celle de médiatisation. En effet, les militants antinucléaires font preuve d'une certaine radicalité à l'égard des « grands » médias. Soucieux de l'image qu'ils renvoient dans l'espace public, ils refusent tout contact avec des journalistes qui viserait à présenter leur action dans les grandes lignes, sans entrer dans le détail de leur action et de leur engagement contre Cigéo.²

Cette distance des militants avec les médias est politique. Parce que la plupart sont la propriété de grands groupes, les médias sont perçus comme complices d'un ordre politique et économique que les militants écologistes entendent combattre. Cette distance est également idéologique. Alors qu'un campement antinucléaire, anticapitaliste antiautoritaire s'installait à Bure à l'été 2015, un grand nombre de médias ont qualifié l'action de ZAD. Les militants rejetaient alors cette appellation qui était perçue comme un moyen de décrédibiliser leur action. Jugeant satisfaisant le travail de peu de journalistes, ces militants ont constitué leur propre cellule de média et d'information « Automédia » et publient leurs propres communiqués et articles sur le site internet « VMC ». Militants et sympathisants de la cause écologiste contournent également les médias dominants dans la sphère publique en

2 Voir notamment le compte-rendu de la conférence de presse à la Maison de la Résistance à Bure en août 2015 : <http://vmc.camp/2015/08/04/conf-presse-3-aout/>

contribuant à des magazines en ligne qui leur permettent de contourner les formats médiatiques traditionnels. Cette communication s'apparente au médiactivisme (Cardon, Granjon, 2013) en ce sens que les activistes écologistes inventent leurs propres formes d'expression pour faire entendre leur cause. L'attitude à adopter devant et avec les médias devient un sujet de débat autant que celui des déchets nucléaires qui les réunit à la base. Cela passe également par des messages sur Facebook et Twitter en vue d'assurer une visibilité médiatique à leur action. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ces plateformes en ligne ne correspondent pas à l'idéal politique des activistes mais qu'ils constituent un moyen important pour toucher un large public.

La communication sur les réseaux sociaux crée de nouvelles situations davantage proches de la polémique (Amossy, 2014) que de la controverse. En effet, les points de vue sont polarisés et les contenus des messages ne portent pas sur des arguments techniques ou scientifiques mais plutôt sur des prises de position éthiques, morales, ou encore politiques. Ceci s'explique en partie par les contraintes sociotechniques imposées par Twitter dont l'algorithme favorise la visibilité des messages les plus partagés (retweets) ou aimés. Dans ce contexte, un *tweet* comportant des informations scientifiques ou factuelles a moins de chance d'être mis en avant par la plateforme et lu. Le caractère polémique des messages est donc autant dû à l'engagement des activistes qu'aux contraintes expressives de Twitter. Parce qu'ils portent une forte dimension subjective et sont marqués politiquement, ces messages incitent d'autres utilisateurs à répondre soit pour valider ce qui est dit ou pour au contraire alimenter la polémique.



Figure 2. Capture d'écran d'un tweet d'opposants au projet Cigéo accusant un employé de verser de l'essence sur des individus.



Figure 3. Réponse d'un individu dénonçant la communication des opposants.

Cette réappropriation de l'espace médiatique par le numérique est aussi un moyen de raconter la lutte en train de se faire. Au-delà de l'enjeu médiatique, cette narration vise à infléchir le rapport de force avec l'Andra. Parce qu'ils s'affranchissent d'une partie des journalistes, les activistes peuvent diffuser des informations sans attendre de validation extérieure ni risquer des déformations de leurs propos. Ainsi, alors que des employés de l'Andra essayaient d'effectuer des travaux dans le bois Lejuc, des militants se sont mis en opposition pour les en empêcher. Ces derniers ont diffusé des images sur *Twitter* en affirmant qu'un des employés déversait de l'essence, sous-entendant que l'individu était prêt à les enflammer. Les activistes ont donc lancé une polémique sur *Twitter* de manière à rendre visible leur action ainsi qu'à contraindre l'Andra à expliquer l'acte de son employé.

On voit donc bien que la « controverse » des déchets radioactifs ne se limite pas aux connaissances scientifiques qui entourent le sujet. À travers diverses formes telles que la polémique ici présentée, les acteurs procèdent à des luttes pour la visibilité (Voirol, 2005) en vue de mobiliser des individus à leur cause. En affirmant que de l'essence a été versée, les opposants ouvrent une polémique à laquelle répond un individu favorable au projet en disant qu'ils prennent leurs sympathisants pour des « demeurés ». En parallèle, une courte filmée montre la scène. L'extrait long d'une minute montre les opposants recroquevillés sur une barricade au pied de laquelle l'employé vide le contenu d'une bouteille. Filmée à la première personne par ce qui est vraisemblablement une caméra discrète, les diffuseurs de la vidéo l'utilisent comme une preuve de leur accusation, sans que l'on puisse toutefois déterminer si l'extrait a fait l'objet d'un quelconque montage. Le fait de filmer la scène, même avec l'angle le plus ouvert possible, sans montage ni retouches constitue déjà en soi une construction. Ce qui doit nous intéresser en revanche est la portée communicationnelle de ce geste. Ainsi, les opposants donnent à l'extrait vidéo la valeur d'une preuve qu'ils ne diffusent pas au plus grand nombre (contrairement aux photographies), mais qu'ils tiennent à disposition de ceux qui doutent de leur bonne foi :



Figure 4. Dénonciation de la communication des opposants et réponse de ces derniers qui administrent la preuve de ce qu'ils affirment par leur extrait vidéo

Conclusion

Enquêter sur une controverse environnementale ne constitue pas une expérience linéaire. J'ai voulu montrer ici toute la complexité des acteurs et des prises de position que sous-tend une approche communicationnelle des désaccords. Si toute controverse « se caractérise par sa très grande stabilité argumentative à travers les différents sites où elle se déploie » (Rennes 2007, p. 98), il appartient au chercheur d'identifier les façons dont les acteurs vivent les controverses dans les différentes arènes où elle est discutée. La notion d'arène permet à la fois de qualifier une réalité sociale observée – que les controverses ne sont pas discutées ni en un lieu ni en un temps unique – et permet de résoudre sur le plan méthodologique le problème de l'apparente dispersion des matériaux permettant de documenter la controverse. Le risque d'une focalisation trop importante sur des micro-situations peut se poser. Une piste de résolution consisterait à considérer ces arènes comme révélatrices de tendances plus globales qu'elles seules seraient à même de mettre au jour. De ces cas précis pourraient surgir des hypothèses à tester dans d'autres arènes de la controverse (Becker, 2016). Cela permet de déplacer le regard de la seule arène scientifique où se discutent les controverses environnementales pour prendre la mesure d'une réalité sociale plus riche. Sur le plan

épistémologique, la méthode présentée invite à repenser l'utilisation parfois rapide du terme « controverse » pour le sortir des discussions scientifiques et le mettre à l'épreuve du terrain où se déploient les situations de conflit. L'idéal-type de la controverse raisonnée et argumentée ne correspond alors pas nécessairement aux pratiques des acteurs qui se rapprochent alors de la polémique.

Ainsi la réflexion sur la dispersion et le confinement des matériaux permet d'appréhender la pluralité des situations d'une controverse. Elle met en exergue la pluralité de discours et de pratiques de lutte qui vont de la recherche de consensus jusqu'à des discours radicaux. La dimension plurielle des luttes écologistes révèle le caractère politique des conflits et l'importance des valeurs (Heinich, 2017) incarnées et défendues par les acteurs. Réduire le débat à la stricte mosaïque de positions sur les techniques de stockage des déchets radioactifs masque une grande partie des discours critiques qui se fondent sur la promotion d'autres modèles de société, promeuvent un autre rapport à la nature et aux institutions, etc. La question paraît d'autant plus inévitable qu'elle interroge l'engagement du chercheur sur le terrain qui ne peut se réduire à la figure de l'arbitre rationnel sous couvert de neutralité.

Bibliographie

- AMOSSY, Ruth, 2014. *Apologie de la polémique*. Paris : Presses universitaires de France. L'interrogation philosophique.
- ANGENOT, Marc, 2008. *Dialogue de sourds. Traité de rhétorique antilogique*. Paris : Mille et une nuits. Essai.
- BARATS, Christine, 2013. *Manuel d'analyse du Web en sciences humaines et sociales*. Paris : A. Colin.
- BECKER, Howard Saul, 2016. *La bonne focale: de l'utilité des cas particuliers en sciences sociales*. Paris : la Découverte. Grands Repères Guides. ISBN 978-2-7071-8846-5.
- CALLON, Michel, LASCOUMES, Pierre et BARTHE, Yannick, 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris, France : Éd. du Seuil. La Couleur des idées.
- CARDON, Dominique et GRANJON, Fabien, 2013. *Médiactivistes*. Paris : Presses de Sciences Po. Contester, 9.
- CASILLI, Antonio A., 2010. *Les liaisons numériques : vers une nouvelle sociabilité ?* Paris : Seuil. La couleur des idées.
- CEFAÏ, Daniel, 2016. Publics, problèmes publics, arènes publiques ... Que nous apprend le pragmatisme ? *Questions de communication*. N° 30, pp. 25-64.
- CHARAUDEAU, Patrick, MAINGUENEAU, Dominique et ADAM, Jean-Michel, 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Seuil.
- CHATEAURAYNAUD, Francis, 2011. *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*. Paris : Pétra. Pragmatismes.
- DEBAZ, Josquin, 2017. Entre science et société, les controverses comme enquêtes collectives. *Zilsel*. 8 septembre 2017. N° 2, pp. 149-166.
- GINET, Pierre (éd.), 2017. *L'opposition citoyenne au projet Cigéo, cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux. Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux*. Paris : L'Harmattan.
- HEINICH, Nathalie, 2017. *Des valeurs : une approche sociologique*. Paris : Gallimard.
- LE MAREC, Joëlle et BABOU, Igor, 2015. La dimension communicationnelle des controverses. *Hermès, La Revue*. N° 73, pp. 111-121.

LEMIEUX, Cyril, 2007. À quoi sert l'analyse des controverses ? *Mil neuf cent*. Vol. 1, n° 25, pp. 191-212.

MONNOYER-SMITH, Laurence, 2011. *Communication et délibération: enjeux technologiques et mutations citoyennes*. Paris, France : Lavoisier.

NEVEU, Érik, 2015. *Sociologie politique des problèmes publics*. Paris : Armand Colin. ISBN 978-2-200-29164-8.

RENNES, Juliette, 2007. Analyser une controverse. Les apports de l'étude argumentative à la science politique. In : *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*. Paris, France : Ophrys. pp. 91-107.

RENNES, Juliette, 2016. Les controverses politiques et leurs frontières. *Études de communication. langages, information, médiations*. N° 47, pp. 21-48.

VOIROL, Olivier, 2005. Les luttes pour la visibilité. *Réseaux*. N° 129-130, pp. 89-121.

ZASK, Joëlle, 2008. Le public chez Dewey : une union sociale plurielle. *Tracés. Revue de Sciences humaines*. N° 15, pp. 169-189.